

Avant-propos

Heureux sont les témoins actifs des grandes ruptures de l'Histoire, et qui ont, comme Chateaubriand, vécu au plus profond d'eux-mêmes la fin d'un monde et le commencement d'un nouveau. En 1988, à la veille de l'effondrement des régimes communistes de l'Europe centrale et orientale, j'avais 45 ans, avec déjà une certaine expérience des affaires européennes et internationales, d'abord entre 1973 et 1978 comme directeur du Centre d'Analyse et de Prévision – le *brain trust* du ministère des Affaires étrangères, puis à la tête de l'Institut français des relations internationales (Ifri), que j'ai fondé en 1979. Nous avions des idées précises sur les immenses faiblesses de ces régimes. En particulier, nous savions que la révolution des technologies de l'information et de la communication était en train de détruire l'équilibre militaire entre les deux "superpuissances" au profit des Etats-Unis, et de transformer le monde de la finance en attendant, sans doute, de provoquer une énorme vague de "destruction créatrice" dans le domaine économique, selon l'expression célèbre de Schumpeter. Nous étions bien entendu attentifs aux grandes difficultés d'ajustement dans les pays que nous appelions d'Europe de l'Est- en particulier, pour des raisons différentes, les plus peuplés d'entre eux, la Pologne et la Roumanie. Nous connaissions suffisamment les *think tanks* soviétiques pour nous intéresser de près à la crise idéologique du monde communiste, d'autant plus que nous suivions, fascinés, les transformations de la République Populaire de Chine, sous la houlette de Deng Xiao Ping. Tout cela étant dit, je n'ai jamais rencontré, lu ou entendu, dans les cercles étroits des spécialistes reconnus des questions internationales, quiconque ayant alors prévu la chute prochaine du système de la guerre froide. Et tous les contemporains des extraordinaires événements de 1989-1991 que j'ai pu interroger par la suite dans l'espace ex-soviétique ont reconnu avoir été pareillement surpris. Tant il est vrai qu'à l'instar des tremblements de terre, il ne suffit pas d'identifier *a priori* les causes fondamentales des grands changements socio-politiques pour prédire les circonstances et les dates des ruptures qu'ils doivent inéluctablement provoquer.

En 1988, donc, je pouvais encore imaginer que le reste de ma vie s'inscrirait dans le cadre de la division Est-Ouest, conséquence des bouleversements liés au drame de la Première Guerre mondiale. Nos préoccupations principales avaient été d'abord de limiter les risques d'un conflit nucléaire qui eut été cataclysmique, ensuite de favoriser autant que possible un climat de coexistence pacifique propice à une évolution non explosive du système

international. Dans cet esprit, je m'étais rendu épisodiquement en Union Soviétique¹. J'étais aussi allé en RDA (République Démocratique Allemande), considérée comme le plus avancé des pays de l'Europe "de l'Est". Pour des raisons évidentes, la question allemande se trouvait au centre de nos réflexions. Je connaissais un peu la Yougoslavie, dont nous suivions l'évolution avec anxiété depuis la mort du maréchal Tito en 1980. On redoutait alors une invasion soviétique !

Dans les sombres années 80, j'avais aussi appris à mieux connaître la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, grâce à une organisation intergouvernementale franco-autrichienne, dont la présidence m'avait été confiée en 1983. Celle-ci portait le nom barbare de « Centre franco-autrichien pour le rapprochement entre pays européens à systèmes économiques et sociaux différents ». Du moins ce nom reflétait-t-il correctement notre philosophie politique à l'époque. Grâce à ce Centre - qui continue aujourd'hui d'exister sous l'appellation simplifiée « Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe »²-, les relations Est-Ouest étaient devenues pour moi moins abstraites, plus charnelles, moins idéologiques, plus concrètes. De sorte qu'en 1988 le "rideau de fer" n'était plus à mes yeux ce qu'il restait encore pour beaucoup.

Sauf pour la Roumanie. Je savais bien sûr que Ceausescu avait été célébré dans le camp occidental, notamment par le général de Gaulle, à la fin des années 60. Mais dans les années 70, à l'époque de mes débuts en politique internationale, les voies avaient divergé. A l'heure de la détente, de ses espoirs et de ses illusions, la Roumanie s'était enfoncée dans la paranoïa nord-coréenne du dictateur, qui devait conduire à l'isolationnisme le plus extravagant de la décennie suivante. A vrai dire, nous n'accordions que peu d'attention à ce que nous considérions comme une anomalie marginale, encore moins qu'à la Bulgarie et à peine davantage qu'à l'Albanie. Oserais-je ajouter qu'en ce temps là, en dehors de quelques historiens et géographes, ou naturellement de personnes originaires de la région, nul ne connaissait la Moldavie soviétique.

Au tout début des années 80, je n'avais jamais rencontré de Roumains, hormis évidemment des émigrés. S'il m'arrivait de penser à ce pays, c'était avec la nostalgie du *Monde d'hier*, pour parler comme Stefan Zweig, avec des réminiscences du *Bucarest* d'un Paul Morand, ou bien à travers l'image brumeuse qu'un nanti de l'Europe occidentale pouvait

¹ Thierry de Montbrial. *Journal de Russie*. Editions du Rocher, Paris, 2012.

² J'en exerce toujours la présidence. Peter Jankowitsch, ancien ministre autrichien des affaires étrangères, en est le Secrétaire Général et le véritable animateur depuis son origine en 1976.

se faire du totalitarisme le plus absurde. Alors que je connaissais bien le corps diplomatique à Paris, aucune occasion ne s'était présentée pour une rencontre avec un ambassadeur de Ceausescu. Mon premier vrai contact avec un vrai Roumain de Roumanie, si je puis dire, fut aux Etats-Unis il y a une trentaine d'années, sous les auspices de John Mroz, le dynamique fondateur de l'*Institute for East-West Security Studies*. Mircea Malița, ambassadeur à Washington, et moi, siégions à son conseil d'administration. Je fus séduit par l'intelligence de cet homme qui avait une bonne formation scientifique et s'intéressait notamment à la théorie des jeux, dont j'enseignais moi-même les rudiments à l'Ecole polytechnique de Paris. Une sympathie mutuelle et des connivences intellectuelles nous permirent de franchir allègrement le rideau de fer en l'occurrence mental qui empêchait souvent toute communication. Je pus constater, non sans étonnement, qu'on pouvait être un officiel roumain et portant une personne normale ! Un peu plus tard, j'eus à m'impliquer en faveur de Liviu Bota, un fonctionnaire des Nations Unies dont les droits avaient été violés par la dictature.

Autant dire qu'au début de l'année 1990, après la chute du régime communiste, je ne connaissais à peu près rien de la Roumanie. L'ambassade de ce pays à Paris, immédiatement très active après la révolution, fut le facteur déclenchant d'une relation qui dure depuis maintenant plus de vingt deux ans. On ne soulignera jamais assez l'importance des missions diplomatiques pour aider à nouer des réseaux susceptibles de donner consistance à la notion galvaudée d'amitié entre les peuples. Le *Journal de Roumanie* que le lecteur a entre les mains est le récit, sur le vif, d'une aventure humaine à laquelle rien ne m'avait préparé. Rien, si ce n'est, peut-être, le destin.

A ce stade, aller plus loin serait empiéter sur mon récit, et j'aime aussi penser que le moment n'est pas encore venu pour écrire le mot "fin" à l'histoire de mon rapport avec la Roumanie. J'espère surtout qu'après des décennies désertiques ou semi-désertiques, l'interaction culturelle entre nos deux pays va reprendre ou prendre toute l'énergie dont elle est potentiellement porteuse, et ce pour le bénéfice d'une construction européenne aujourd'hui en péril et pourtant vitale pour que le vingt et unième siècle ne tourne pas mal, comme le précédent, il y a cent ans.

Pour conclure, je voudrais tout simplement remercier mes amis roumains, très identifiables dans ce livre, sans qui, aujourd'hui, je ne serais pas tout à fait ce que je suis.

Thierry de Montbrial,

le 17 avril 2012.